



BOYCOTT FS DU 12/11/2025 DI PACA CORSE

Monsieur le Président,

L'intersyndicale est présente aujourd'hui mais ne siègera pas.

Vous n'êtes pas sans savoir que sur le plan national et local, tous les représentants du personnel boycottent les instances paritaires.

Nous refusons de participer à une mascarade de dialogue social. Assister à des réunions pour la forme, entendre des décisions déjà écrites où les représentants du personnel ne sont considérés ni comme des partenaires, ni comme des interlocuteurs légitimes, n'a aucun sens.

Nous ne cautionnons pas non plus les postes non remplacés qui génèrent de la souffrance au travail dû aux sous-effectifs récurrents. Ce sont des femmes et des hommes qui font vivre le service public et que l'on met à mal. Nous n'avons pas l'habitude de vendre de faux espoirs aux collègues.

Combien d'agents en arrêt de maladie ? Quid des trop nombreux *burn out* ?

L'exemple le plus criant la DR de Corse. On parle d'un agent sur quatre en Congés Maladie. Que se passe-t-il donc ? Qu'attendez-vous, une catastrophe ?

Les divers bilans apportés dans la FS ne cacheront pas le mal-être des agents ni effaceront le sentiment anxiogène ressenti.

Alors oui, il nous faut sûrement avancer en matière d'immobilier, d'équipement, d'assistance, mais plus que tout, il nous faut de la stabilité et de la visibilité. Or, voilà maintenant plus de 10 ans que nous en manquons.

Une hiérarchie qui trie, bloque délibérément les demandes. Qui peut travailler sereinement quand la température dans le bureau est de 35° ? Aucune demande n'est remontée.

Pourquoi ? Est-ce par crainte ?

Les conditions de travail sont de plus en plus dégradées nous refusons que les collègues paient pour une mauvaise politique budgétaire ou management mené à la va-vite.

Les avancements en berne, la suppression des effectifs, la charge de travail toujours plus importante, la baisse du pouvoir d'achat, la perte de sens du service public, sans compter sur le formidable tour de force d'une nouvelle protection sociale plus coûteuse et imposée aux agents... les maux de notre administration s'aggravent.

À cela s'ajoute désormais une diminution préoccupante des crédits alloués à la santé et à la sécurité au travail. Ces moyens, pourtant essentiels pour garantir la prévention des risques, la formation et la protection des agents, sont revus encore à la baisse. Comment prétendre améliorer les conditions de travail quand on réduit les budgets censés protéger la santé physique et mentale des personnels ? C'est une décision irresponsable, en totale contradiction avec les discours officiels sur la "priorité donnée au bien-être au travail".

Cette situation s'inscrit dans un contexte politique et budgétaire national alarmant : sous couvert de maîtrise des dépenses publiques, le gouvernement multiplie les coupes dans les moyens humains et matériels, y compris ceux dédiés à la sécurité et à la santé au travail. Ces arbitrages budgétaires, purement comptables, traduisent un désintérêt profond pour le service public et pour celles et ceux qui le font vivre. Les agents ne peuvent plus être la variable d'ajustement d'une politique qui privilégie les économies à court terme au détriment de la santé, de la sécurité et de la qualité du service rendu aux usagers.

Monsieur le Président, il est grand temps d'ouvrir les yeux.

Vos agents n'en peuvent plus de subir une politique dévastatrice menée par une Direction Générale qui refuse tout dialogue et s'entête à poursuivre un chemin qui nous mène droit dans le mur. Que dire des restructurations et des réorganisations imposées, souvent en dépit du bon sens, qui servent simplement à masquer les suppressions de postes.

Osez demander des effectifs !

Osez être en rupture avec une politique qui ne cesse de bafouer vos agents !

Osez être le porte-parole de vos agents en souffrance !

L'intersyndicale PACA-Corse

CGT-CFDT/CFTC-UNSA-USD/FO-SOLIDAIRES